



Mars 2009

Guide

Femmes dans les communes : levier de la gouvernance locale

ተጽባቢታት ለጽ ተሃጽቤተ, ተብብላይ | ተፀብተ ተጠሃቢተ

2^{ème} Campagne Nationale de Sensibilisation

5

TOME

Publié par le Ministère du Développement Social de la Famille et de la Solidarité



avec l'appui de la Coopération Technique Allemande - GTZ



Projet Genre : Intégration de l'approche genre dans les politiques de développement économique et social

Campagne nationale de sensibilisation pour la promotion de la participation politique des femmes 2008/2009



..... « Ainsi se trouve réaffirmé notre attachement au référentiel universel des droits humains, qui sont en accord avec notre identité religieuse et civilisationnelle.

A cet égard, Nous continuons à œuvrer pour doter la femme marocaine des moyens à même de lui permettre d'être partie prenante dans le processus institutionnel et démocratique, en l'encourageant à s'impliquer dans la vie de la nation et à occuper les différents postes de la fonction publique sans exclusive. Nous veillons également à ce qu'elle puisse bénéficier d'un taux croissant de représentation équitable au sein du Gouvernement, du Parlement, des collectivités locales et de tous les centres de prise de décision.

Eu égard aux qualités qui sont reconnues à la femme marocaine, en l'occurrence celles de compétence, de rigueur et de patriotisme, outre sa fibre sociale, Nous entendons conforter la contribution efficiente qu'elle apporte, à l'instar de l'homme, à la construction démocratique et au processus de développement. >>

Extrait du Message Royal du 19 décembre 2008, adressé à la 1^{ère} rencontre des Marocains du monde organisée par le CCME à Marrakech

Editorial



Le 8 mars de chaque année constitue une occasion pour les femmes, partout à travers le monde, d'évaluer le chemin parcouru en matière de promotion des droits des femmes ainsi que les défis qui restent à relever.

Le Ministère du Développement Social, de la Famille et de la Solidarité a choisi pour la deuxième année consécutive de célébrer cette occasion sur le thème de la participation politique des femmes.

Il s'agit donc de la 2^{ème} campagne nationale de sensibilisation pour la promotion de la participation politique des femmes dans les élections communales de 2009, sachant que la première campagne organisée par notre Ministère s'est déroulée en deux phases :

- la première, le 8 mars 2008 sur le thème :
« la participation politique des femmes : levier du développement social »
- la deuxième, le 16 juillet 2008 sur celui de :
« la participation politique des femmes dans le monde rural : levier du développement local »

Le thème de cette deuxième campagne nationale organisée en collaboration avec le Ministère de l'Intérieur et en partenariat avec les acteurs de la société civile est : « **les femmes dans les communes, levier de la gouvernance locale** ».

Grâce aux hautes orientations de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu le garde, lors de l'ouverture de la session d'octobre du Parlement, le 10 octobre 2008, qui a coïncidé avec la première célébration de la journée nationale de la femme et grâce à la convergence des efforts entre le Gouvernement et le Parlement et à la mobilisation de la société

civile, des progrès palpables ont été accomplis, en matière de mesures garantissant une plus grande représentation politique des femmes.

La charte communale amendée préconise l'élaboration du plan de développement communal sur la base d'une approche participative sensible au genre ainsi que la mise en place d'une commission consultative de l'égalité et de l'égalité des chances.

Le code électoral, de son côté, préconise la création de circonscriptions électorales complémentaires assurant un minimum de 12% des sièges pour les femmes ainsi qu'un fonds de soutien au renforcement des capacités représentatives des femmes.

Il s'agit donc pour nous aujourd'hui de tourner enfin la page de l'exclusion des femmes de la gestion locale et de nous mettre en cohérence avec les acquis et les avancés réalisées dans notre pays dans le domaine de l'égalité entre les hommes et les femmes.

En effet, il s'agit d'ouvrir une nouvelle page, celle de la participation des femmes à la gestion communale, de leur rendre ainsi justice, de contribuer au développement dont les femmes constituent un levier essentiel et enfin d'utiliser leur savoir faire, leur sens élevé du social et leurs compétences au service de la gestion locale.

Cela ne manquera pas, par ailleurs, de rapprocher la gestion communale des besoins de la population de contribuer à améliorer la bonne gouvernance locale et à réconcilier les citoyens et citoyennes avec la politique.

Ces progrès représentent enfin des points forts pour le projet de société moderne et démocratique, un pas de plus vers l'égalité et l'équité et un moyen de promouvoir les droits des femmes, des enfants, des personnes âgées, des personnes handicapées et pauvres, exclus ou marginalisés hommes et femmes.

Pour toutes ces raisons, le Ministère du Développement Social de la Famille et de la Solidarité est fier de lancer cette deuxième campagne nationale en collaboration avec le Ministère de l'Intérieur en partenariat avec les associations féminines et les partis politiques qui ont contribué à la réalisation de ces acquis et avec l'accompagnement fidèle de nos partenaires internationaux et des médias nationaux et internationaux.

A travers cette publication nous souhaitons mettre à la disposition des différents acteurs un outil d'information et de sensibilisation sur les nouvelles mesures introduites dans la charte communale et le code électoral.

Aux partis politiques, nous lançons un appel afin qu'ils ouvrent largement leurs portes aux femmes qu'ils présentent le plus grand nombre possible de candidates et enfin pour qu'ils choisissent leurs candidats aussi bien que les candidates sur la base de critères de compétence et d'intégrité. Quant aux associations, en particulier féminines, nous comptons sur leur engagement pour encourager et soutenir les femmes candidates sachant que les élections communales ont des enjeux locaux, préfectoraux, régionaux et nationaux.

Enfin, nos remerciements vont à nos partenaires pour l'appui qu'ils ont apportés à la réussite de cette importante activité.

Rabat, le 7 mars 2009

*Ministre du Développement Social
de la Famille et de la Solidarité*
Madame Nouzha Skalli

Introduction

Le Ministère de Développement Social de la Famille et de la Solidarité est très heureux de pouvoir vous offrir un outil qui présente les nouvelles mesures relatives à la promotion de l'accès des femmes aux communes.

L'accès des femmes aux collectivités locales est plus qu'une question de démocratie, c'est une nécessité incontournable pour un développement équilibré et durable de notre société.

De nouvelles opportunités s'offrent aux femmes pour investir le champ politique lors des prochaines élections municipales qui se tiendront en juin 2009. Dès maintenant, il s'agit :

- Pour les femmes de se mobiliser et de se préparer à la candidature ;
- Pour les partis politiques d'encourager les femmes et de mettre en œuvre leurs engagements ;
- Pour les citoyens et citoyennes de s'impliquer et de voter.

Cet outil que nous proposons a été élaboré pour contribuer à l'effort de sensibilisation / information sur les mécanismes d'élection des femmes nouvellement introduits.

Ce que vous trouverez dans cet outil :

- Les enjeux de la promotion de l'accès des femmes aux collectivités locales ;
- La nécessité de l'action volontariste ;
- Les nouveaux amendements du code électoral et de la charte communale relatifs à la participation politique des femmes.

Ce que vous ne trouverez pas dans cet outil :

- Le détail des procédures électorales ;
- Le processus de vote dans sa globalité ;
- Toutes autres thématiques traitées de manière détaillée par d'autres acteurs.

La nécessité d'œuvrer ensemble pour favoriser l'implication des femmes en politique au niveau local correspond à un évident besoin de société, à un besoin politique.

Les femmes ont une vision propre des valeurs, des expériences différentes de celles des hommes. À partir de ces expériences, elles peuvent apporter un autre regard sur l'action communale, et contribuer ainsi à son enrichissement et son développement.

Soyons toutes et tous au rendez-vous

Quelques données

Les femmes ont toujours joué un rôle important dans la société et l'économie marocaines.

Mais ce rôle n'a pas toujours été reconnu, ni valorisé, ni équitablement rétribué.

Les progrès réalisés dans plusieurs domaines n'ont pas été reflétés dans le champ de la distribution du pouvoir politique qui reste un domaine masculin par excellence.

Ainsi les femmes représentent :

35,5% des travailleurs de l'industrie et de l'artisanat;

- 40%** de la main d'œuvre rurale ;
- 45 %** des salariées des services ;
- 20%** des cheffes de familles qui ont la charge financière directe.

Au sein de l'Administration :

- 69%** des agents d'exécution sont également des femmes,
- 57%** des secrétaires sont des femmes ,
- 4,6%** des chefs de service, mais seulement 2,5 des chefs de division sont de sexe féminin, en d'autres termes, plus on monte dans la hiérarchie, moins il y a de femmes,
- 11%** des postes d'enseignants-chercheurs au sein de l'enseignement supérieur.

En politique :

- 7** femmes ministres ce qui représente 20% des membres du gouvernement,
- 10,4%** des parlementaires à la chambre des représentants et à peine plus de 1% à la chambre des conseillers,
- 0,56%** des conseillers au niveau des communes,
- 2** présidentes de communes.

Cependant, les femmes investissent de plus en plus les affaires communales dans toutes les régions du monde

Partout dans le monde, aujourd'hui, les femmes investissent de plus en plus les instances élues, notamment les communes.

Leur moyenne de représentation avoisine les 20 % des élus municipaux.

1- Les taux des femmes élues municipales et maires dans les différentes régions du monde

Région	Taux de femmes élues dans les municipalités %	Taux de femmes maires %
Moyenne internationale	20	9
Afrique	30,1	12,2
Europe	28,8	17,5
Amérique latine	26,1	5,5
Asie	17,5	5,6
Amérique centrale	5,5	26,1
Proche Orient	2,1	0,8
Maroc (et certains pays méditerranéens)	0,56	0,2

2- Au Maroc, la situation s'améliore...

Aujourd'hui, les conseils municipaux ne comptent que 127 femmes conseillères soit 0,56 % de l'ensemble des conseillers.

Dans 3 mois, soit en juin 2009, les électeurs et les électrices iront aux urnes pour le renouvellement des collectivités locales, une occasion à saisir pour toutes les femmes qui désirent agir sur la politique locale.

Evolution de la représentation des femmes
dans les conseils communaux de 1960 à 2003

Année	Candidats	Candidates	Elues/Elus	Taux de représentation
1960	17174	14	0	0%
1976	42638	76	9	0,0%
1983	54165	306	34/15423	0,27%
1992	93000	1086	75/24230	0,33%
1997	102179	1651	83/24230	0,34%
2003	122658	6024	127/23689	0,56%
2009	Perspectives :			Minimum de 12%

En effet, grâce aux hautes orientations de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, à la convergence des efforts entre le gouvernement et le Parlement, l'engagement et l'implication des partis politiques et à la mobilisation de la société civile, des progrès palpables ont été accomplis en matière de mesures permettant de garantir une plus grande représentation politique des femmes. Ces mesures sont présentées dans les pages qui suivent.

<< Nous appelons à une collaboration constructive entre le gouvernement et le parlement dans la mise en place de mécanismes efficaces à même de favoriser une représentation adéquate et une présence plus large des femmes au sein des conseils communaux, tant pour ce qui concerne les candidatures qu'au niveau du scrutin.

Notre dessein ultime est de garantir une représentation équitable des femmes au niveau des collectivités locales et, surtout, de permettre aux conseils locaux de se prévaloir de l'apport de la femme marocaine, qualifiée, connue pour son intégrité, son réalisme et sa fibre sociale. >>

*Extrait du discours de Sa majesté le Roi Mohamed VI
prononcé le vendredi 10 octobre, à l'occasion de l'ouverture de
la session parlementaire d'automne de 2008*

Pourquoi les femmes ont-elles besoin d'investir les communes ?

- Pour satisfaire leurs propres besoins et ceux de leurs enfants (les femmes et les enfants constituent 67% de la population). Car la société est organisée de telle sorte que se sont les femmes qui prennent en charge le bien être de la famille.
- Les femmes ont des besoins spécifiques à satisfaire en matière de santé, d'éducation, de disponibilité d'eau et d'électricité.
- Elles ont besoin de mobilité et de sécurité.
- Elles ont besoin également que les services publics assurent leurs devoirs à l'égard des enfants (garderies), des jeunes (maisons de jeunes, équipements sportifs, loisirs,...) mais aussi des

personnes âgées et des personnes en situation d'handicap dont la charge et les soins reposent sur les épaules des femmes.

Pourquoi les collectivités locales ont-elles besoin des femmes ?

- Parce que les femmes ont des expériences et des points de vues différents, des connaissances et des relations différentes du fait de leur vécu.
- Parce que la participation des femmes permet de rapprocher la gestion communale des besoins de la population de contribuer à réconcilier les citoyens et citoyennes avec la politique et améliorer la bonne gouvernance locale.
- Parce que les défis du développement humain durable nécessitent, en effet, la mobilisation de toutes les énergies. La gouvernance locale doit être sensible aux aspects propres à chacun des sexes pour être équitable, durable et efficace. Adopter de tels principes et pratiques de gouvernance rend les collectivités plus attentives aux enjeux plus vastes de diversité et d'engagement civique.

Remarque : *Les femmes ne sont pas les seules dont les besoins ne sont pas pris en compte dans les processus de planification et d'élaboration des politiques locales. Pour que l'engagement civique mène à l'exploitation intégrale de l'énergie humaine et de la créativité, les communes se doivent d'être inclusives et attentives à la diversité sociale (femmes / hommes, garçons / filles, personnes à besoins spécifiques)..*

«L'intégration systématique des femmes renforce le fondement démocratique, l'efficacité et la qualité des activités des collectivités territoriales. Si le gouvernement local entend répondre aux besoins tant des femmes que des hommes, il doit s'appuyer sur les expériences tant des femmes que des hommes, à travers une représentation égale à tous les niveaux et dans tous les domaines de décision, recouvrant la large palette de responsabilités des gouvernements locaux. »

(Article 11 : Déclaration mondiale de l'IULA sur les femmes dans le gouvernement local, 1998)

Quels sont les obstacles à l'engagement des femmes en politique ?

La discrimination et l'exclusion des femmes, notamment dans les institutions politiques aussi bien au niveau local que national relève de causes profondes et diverses dont notamment :

- Le système de valeurs patriarcales qui confine largement les femmes dans la sphère privée, décourage sa participation à la vie publique, valorise sa subordination au père et au mari, et sa serviabilité aux autres. Il met, également, la discrétion, la maternité et le sacrifice envers les enfants à la tête des valeurs féminines traditionnelles ;
- L'inadaptation des us et pratiques de la vie politique partisane aux responsabilités quotidiennes des femmes et à leur budget temps ;

- La prédominance de la culture masculine dans les partis politiques qui pousse les femmes à s'activer et à participer à la vie publique dans des espaces moins fermés pour elles, d'où leur présence plus importante dans les associations ;
- L'exigence de « perfection » faite aux femmes qui agissent dans les domaines considérés comme masculins qui fait que les femmes hésitent, quand elles sont entourées d'une majorité masculine, à prendre l'initiative ou la parole ;
- Une certaine interprétation aussi bien conservatrice qu'erronée du texte religieux qui dénonce comme illicite, et gros de danger pour la communauté, tout leadership politique féminin.

De la nécessité du volontarisme politique...

Il est démontré que :

- Les différents éléments qui sous-tendent le statut social des femmes (marginalisation politique, subordination sociale, discrimination et exploitation économique, dévalorisation symbolique) sont liés et solidaires ; ils forment un tout.
- Cela veut dire que si l'un de ces éléments change d'une façon importante, il se produit une transformation et tous les autres éléments réagissent, soit pour s'adapter et créer une nouvelle situation si l'élément qui change est déterminant, soit pour tenter de lui résister en inhibant ses effets déstabilisants et en sauvegardant ainsi le statu quo initial.

Au Maroc, il semble réaliste de parier sur le politique comme un facteur moteur et stratégique dans le changement du statut des femmes vers plus d'égalité.

Prendre des mesures politiques et légales qui renforcent la représentation politique des femmes et leur intégration au sein des circuits du processus de décision et leur participation contribuera grandement à amorcer la pompe du changement en frappant les esprits des citoyens et citoyennes et en déstabilisant le système des préjugés.

La participation politique des femmes : les bénéfices pour le pays

Le développement socio-économique du Maroc, l'éthique et les valeurs des droits humains militent tous en faveur de la priorisation sur l'agenda politique du renforcement de la participation publique des femmes. Ce renforcement aura de multiples résultats positifs dont principalement les points suivants :

- La mobilisation au profit de tous et de toutes, des énergies et compétences féminines qui représentent, il faut le rappeler, 50% des ressources humaines disponibles, cela signifie la multiplication par deux du potentiel du développement du pays ;
- De fait, il existe une corrélation avérée entre la participation économique et politique des femmes et l'élargissement de la classe moyenne ;
- Or, sans cet élargissement, appelé par les sociologues « moyennisation », le plein développement économique, social et politique demeurerait difficile à atteindre quelque soit le volontarisme des autorités publiques dans le domaine ;
- Tirer profit de la sensibilité, de l'approche de vie et de la vision du monde propres aux femmes et la mettre en synergie avec celles des hommes et ainsi créer des conditions plus propices au développement du pays et à l'épanouissement de chacun ;

- Améliorer la gouvernance au Maroc car la bonne gouvernance est intimement liée et conditionnée par la représentativité et la participation de tous les groupes et catégories sociales. La très faible représentation d'un groupe social comme les femmes, avec leurs besoins et sensibilités spécifiques, se traduit immanquablement par une moindre performance dans le domaine de la bonne gouvernance ;
- Faire reculer par la pratique et la force des choses, les préjugés anachroniques « anti-femmes » dans la vie publique et les instances de décision ; ces préjugés représentent un handicap majeur au progrès économique, social et culturel du Maroc ;
- Respecter les droits humains que chérissent toutes les grandes civilisations de l'humanité y compris celle à laquelle appartient le Maroc. D'ailleurs, depuis 1992 le pays a inscrit dans le préambule de sa Constitution son attachement au respect des droits humains tels qu'universellement reconnus.

Dans le même sens, réaliser l'égalité politique des hommes et des femmes, c'est :

- Honorer les engagements du pays qui a ratifié la majorité des accords et conventions qui se rapportent aux droits de la personne y compris la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF, ratifiée par le Maroc dès 1993) ;
- Faire reculer dans la vie publique les courants de fermeture et de recroquevillement sur soi qui forment un obstacle important à l'avancement sur le chemin du développement humain,
- Et finalement, permettre au Maroc de gagner quelques points, bien mérités, dans les différents classements internationaux de développement humain et démocratique.

Il faut rappeler que l'expérience de l'humanité durant le vingtième siècle a démontré clairement et concrètement que :

- La participation pleine et active des femmes à la vie politique apporte une contribution stratégique au développement civilisationnel ;
- Elle a des effets démocratisant notoires et multiples ;
- Elle contribue grandement à l'ancrage de la culture des droits humains et des valeurs de paix et de justice sociale ;
- Le meilleur exemple est représenté par les démocraties scandinaves qui ont, les premières, donné aux femmes le droit et la possibilité de servir leur société à tous les niveaux du pouvoir politique.

Quelles nouveautés de la charte communale et du code électoral et d'autres législations ?

6 mesures à saluer !

Au niveau de la charte communale

La charte communale a été amendée en perspective des élections de 2009 et les amendements introduits concernent :

I- La création d'une commission de l'égalité et l'égalité des chances à caractère consultatif

- Cette mesure vient répondre au besoin d'un mécanisme chargé d'émettre des avis concernant les questions d'égalité, d'intégration de la dimension genre dans les politiques de développement communal, objet de recommandations de la première campagne nationale sur la participation politique des femmes lancée par le Ministère du Développement Social, de la Famille et de la Solidarité.
- Chaque président/présidente de commune a la responsabilité de mettre en place une commission qu'il consulte en matière d'égalité.
- Cette disposition répond à une forte demande exprimée par les ONGs, en particulier les ONGs de femmes.

Articles 14 : Création d'une commission consultative nommée Commission d'égalité et égalité des chances composée des associations locales et des acteurs civils proposés par le président du conseil communal.

Pourquoi une commission consultative de l'égalité et l'égalité des chances auprès d'un conseil communal?

Il y a une multitude de bonnes raisons. En voici quelques-unes :

- Contribuer au développement d'une vision globale qui, en tenant compte des préoccupations des femmes, est susceptible d'améliorer les conditions de vie de la population en général ;
- Contribuer à l'identification et à la recherche de solutions afin d'améliorer l'offre et l'accessibilité de services municipaux ;
- Permettre aux femmes et aux membres de la commission de se familiariser avec la politique et l'administration municipale, sans qu'elles /ils soient élu(e)s ;
- Donner à l'approche et à la démocratie participative sensible au genre un contenu et un sens ainsi qu'une dimension institutionnelle ;
- S'assurer de la prise en compte des besoins et réalités des femmes et de leur famille dans les politiques et décisions municipales et régionales ;
- Créer des liens et développer de nouveaux partenariats entre le conseil communal et les diverses associations particulièrement celles où les femmes sont impliquées ;
- Démontrer la préoccupation du conseil communal pour l'égalité et l'équité entre les femmes et les hommes.

La commission consultative peut avoir pour rôle

- d'informer le conseil communal de certains impacts que peuvent avoir leurs décisions.
- de recommander des pistes d'actions pour assurer l'équité dans l'offre de services communaux (loisirs, services de garde, etc.) ou pour d'autres niveaux
- d'apporter de l'expertise dans certains domaines (exemple lutte contre la violence à l'égard des femmes,...) .
- d'Analyser et formuler des recommandations sur les orientations et les politiques concernant l'intégration de la dimension genre ;
- d'Identifier les priorités qui feront l'objet d'un plan d'action annuel;
- Proposer des moyens pour répondre aux besoins des femmes;
- Veiller à l'application d'une politique ou d'orientations sensible au genre
- Diffuser de l'information concernant les services offerts aux femmes;
- S'enquérir de données sur les besoins, les attentes et l'opinion des femmes et les transmettre au conseil communal
- Faire la promotion de la culture de l'égalité

2- L'intégration de la dimension genre dans le plan de développement local

Cela signifie que les élus et les élues ont la responsabilité de :

- Prendre en considération les rôles sociaux des hommes et des femmes lors de la définition des priorités et de la planification communale ;
- Prendre en considération les besoins spécifiques immédiats et intérêts stratégiques des hommes et des femmes/des filles et des garçons lors de l'élaboration du plan de développement communal ;
- Prendre en considération les besoins spécifiques.

Article 36 : Le plan de développement communal définit les activités à réaliser sur le territoire de la commune pour une période de 6 ans en vue d'un développement durable, et ce, selon une démarche participative sensible au genre.

Au niveau du Code électoral

Les nombreux amendements introduits concernent les différentes étapes du processus électoral, notamment :

3-La réduction de l'âge légal d'éligibilité de 23 ans à 21 ans:

Les jeunes filles et garçons ayant déjà fêté leur 21 ans avant juin 2009, peuvent présenter leur candidature et être élus/élues aux conseils communaux prochains.

Article 41: « Pour être éligible, il faut être électeur/électrice et âgé au moins de 21 années grégoriennes révolues à la date du scrutin »

4- La création de circonscriptions électorales complémentaires : 3260 femmes au moins siègeront dans les communes après juin 2009

Un nouveau chapitre a été introduit dans le code électoral qui prévoit la création de circonscriptions électorales complémentaires au niveau de chaque commune urbaine, rurale et chaque arrondissement en vue de promouvoir l'accès des femmes aux communes et mettre en œuvre les engagements en la matière.

Au Maroc il y a 1503 communes urbaines et rurales

- > 221 communes urbaines
- > 1282 communes rurales

Dans chaque commune, il y aura des circonscriptions électorales complémentaires.

Selon une charte d'éthique, les partis politiques s'engagent à réserver « les circonscriptions électorales complémentaires » aux femmes.

L'élection se fait au scrutin de liste à la représentation proportionnelle à un tour suivant la règle du plus fort reste.

Article 204 -1 : « Outre les circonscriptions électorales prévues aux articles 198 et 199 de la présente loi, est créée dans le ressort territorial de chaque commune ou arrondissement, selon le cas, une circonscription électorale dénommée «circonscription électorale complémentaire ». « Le nombre de sièges qui lui sont affectés est fixé conformément aux dispositions de l'article 204-2 ci-dessous ».

« L'élection au titre de la circonscription complémentaire a lieu dans chaque commune ou arrondissement, selon le cas, au scrutin de liste à la représentation proportionnelle à un tour suivant la règle du plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel, conformément aux dispositions prévues au titre IV de la troisième partie de la présente loi, sous réserve des dispositions du présent chapitre. »

Le nombre de sièges affectés à la circonscription électorale complémentaire est déterminé selon ce qui suit :

Article 204-2 : «.....le nombre de sièges affecté à la circonscription électorale complémentaire dans chaque commune ou arrondissement, selon le cas, est fixé comme suit :

I - Communes au scrutin uninominal

« Pour les conseils communaux dont les membres sont élus par mode de scrutin uninominal : 2 sièges »

Exemple :

Une commune X dont le nombre d'habitants est 22 500, moins de 35 000 habitants ;

Selon le code électoral, le nombre de conseillers/conseillères est proportionnel au nombre d'habitants ;

Dans le cas de cette commune, le nombre de conseillers et de conseillères prévu par la loi 23.

Pour cette commune et au titre des élections prochaines 2009

Le conseil sera constitué de 25 membres comme suit :

- 23 sièges seront élus selon le mode de scrutin uninominal
- 2 sièges élus au mode scrutin par liste au titre de la circonscription électorale complémentaire « réservée aux femmes ».

II - Communes au scrutin de liste :

Dans toutes les communes dont le nombre d'habitants est supérieur à 35 000, le vote se fait au scrutin par liste à la proportionnelle.

Concernant les circonscriptions électorales complémentaires, 3 cas de figures:

1- Les communes dont le nombre d'habitants ne dépasse pas 200 000 habitants

« I - Pour les conseils communaux dont les membres sont élus par mode de scrutin de liste et dont le nombre d'habitants ne dépasse pas 200.000 habitants : quatre (4) sièges »

Exemple :

Une commune de 180 000 habitants, selon le code électoral, le nombre de conseillers et conseillères correspondant est de 43 :

> 39 seront élus à travers les listes ordinaires des hommes et des femmes.

> 4 conseillères seront élus à travers la liste complémentaire donc des femmes.

2- Conseils communaux dont le nombre d'habitants est supérieur à 200 000 habitants

« 2 - Pour les conseils de communes dont les membres sont élus au scrutin de liste et dont le nombre d'habitants est supérieur à 200.000 et non divisées en arrondissements : 6 sièges dont

- 4 sièges complémentaires

- 2 (deux) sont déduits du nombre de sièges affectés aux conseils communaux précités, en vertu de l'article 198 de la loi».

3 - Conseils de communes divisées en arrondissements

Les conseils de communes divisées en arrondissements sont au nombre de 6 villes et concernant les villes suivantes :

Ville	Rabat	Salé	Casablanca	Fès	Marrakech	Tanger
Nombre d'arrondissements	6	5	16	6	5	4

« Pour les conseils de communes divisées en arrondissements:

- 2 sièges pour chaque arrondissement dont:
- 1 (un) siège complémentaire,
- 1 (un) siège déduit du nombre des sièges affectés à l'arrondissement en vertu du 2^{ème} alinéa, de l'article 198 de la présente loi. »

« Conseils d'arrondissement :

2 sièges dont : 1 (un) siège complémentaire

1 (un) siège déduit du nombre des sièges affectés à l'arrondissement »

Exemple :

Commune dont le nombre d'habitants dépasse 200 000 et divisée en arrondissements : Le conseil communal de Casablanca

La commune est constituée de 16 arrondissements et chaque arrondissement dispose de son propre conseil

Le nombre de conseillers et conseillères défini par la législation est de 131 membres

Seront ajoutés 2 sièges par arrondissement au terme des circonscriptions complémentaires :

1 (un) siège complémentaire ,

1 (un) siège déduit du nombre des sièges affectés à l'arrondissement

Ainsi le nombre total des sièges sera 147 membres en 2009

Le conseil de l'arrondissement est constitué de membres du conseil communal élus au terme de l'arrondissement et des conseillers de l'arrondissement :

Exemple, pour l'arrondissement Sidi Belyout :

Les membres du conseil communal son au nombre de 12

Les membres du conseil de l'arrondissement sont au nombre de 20

La liste complémentaire est constituée de 4 candidates présentées par chaque parti

Deux candidates seront élues au terme du conseil communal et deux seront élues au terme du conseil de l'arrondissement.

Ainsi, au terme des circonscriptions complémentaires 32 femmes siègeront au conseil de la ville de Casablanca.

5 - La création d'un « fonds d'appui pour la promotion de la représentativité des femmes »

Un amendement a été introduit au code électoral portant création d'un fonds d'appui, destiné au renforcement de la représentativité des femmes à l'occasion des élections communales et législatives

Ce fonds est un mécanisme permanent destiné au renforcement de la représentation des femmes et fonctionne de manière continue au cours de mandat électoral

Ce fonds est financé par des crédits alloués dans le cadre de la loi de finance de l'année budgétaire, pour l'année en cours, une enveloppe de 10 millions de dirhams lui est alloué à ce fonds.

Ce fonds est ouvert aux projets présentés par les partis politiques, les associations de la société civile locales, régionales et nationales actives dans le domaine du renforcement de la représentativité des femmes, de la gouvernance locale ou du développement humain.

Les activités peuvent être organisées au niveau régional ou national.

- L'enveloppe budgétaire pour chaque projet est plafonnée à 200.000 dirhams

- La contribution de l'Etat s'élève à 70% du montant global du projet et ce pour s'inscrire dans une approche participative,

Une commission centrale créée par décision du 1er Ministre (4mars 2009) pour statuer sur les projets sera composée comme suit :

- 8 représentants/représentantes des partis politiques
- 5 représentants/représentantes des départements ministériels concernés
- 5 représentants/représentantes des Associations qui seront proposés en fonction de leur action et leur expertise dans le domaine du renforcement des capacités représentatives des femmes, de la gouvernance locale et du développement humain

6 - Incitations financières aux partis politiques

En plus du fonds d'appui, le gouvernement a mis en place un système d'incitation financière aux partis politiques pour encourager la candidature des femmes et les mettre dans des positions éligibles sur les listes électorales normales ainsi qu'au titre dans des circonscriptions dont les membres sont élus au mode de scrutin uninominal.

Ces incitations s'inscrivent dans le cadre de la contribution de l'état au financement des campagnes électorales des partis politiques à l'occasion des élections communales, et concerne le montant proportionnel aux sièges remportés.

Ainsi le montant qui revient à chaque parti sur la base des sièges obtenus par ce parti : pour chaque siège obtenu par une candidate femme, au titre de circonscriptions électorale notmal, le montant sera pondéré par rapport au montant attribué au titre de chaque siège remporté par des condidats de sexe masculin.

6 - تحفيز الأحزاب السياسية لإشراك فعلي للنساء في العملية الانتخابية

إضافة إلى صندوق الدعم، وضعت الحكومة نظاما تحفيزيا ماليا للأحزاب السياسية من أجل تشجيع التمثيلية النسائية وتخصيص مراكز متقدمة للنساء بمختلف لوائح الترشيح العادية وكذا الدوائر التي ينتخب ممثلوها عن طريق الاقتراع الفردي في المجالس الجماعية

يندرج هذا النظام في إطار الآلية التي تتيحها مساهمة الدولة في تمويل الحملات الانتخابية التي تقوم بها الأحزاب السياسية بمناسبة الانتخابات العامة الجماعية.

وهكذا فإن المبلغ الراجع للأحزاب السياسية على أساس عدد المقاعد سيعادل بالنسبة لكل مقعد من المقاعد التي ستحصل عليه النساء في الدوائر الانتخابية العادية خمس مرات قيمة المبلغ الراجع لكل مقعد من المقاعد المحصل عليها من طرف المرشحين الذكور.

تركيبة اللجنة المركزية المكلفة باقتراح البرامج :

ستضم اللجنة المركزية :

• 8 ممثلين عن الهيئات السياسية

• 5 ممثلين عن القطاعات الحكومية المعنية

• 5 ممثلين عن المجتمع المدني

يتم اقتراح هؤلاء باعتبار عملهم وخبرتهم في مجال تقوية القدرات التمثيلية للنساء أو الحكامة المحلية أو التنمية البشرية. كما يمكن للجنة أن تستدعي، على سبيل الاستشارة، كل شخص يتوفر على خبرة خاصة يمكن أن يقدم مساهمة فعالة في أشغالها.

النصوص المنظمة لهذا الصندوق

• المرسوم المؤرخ في 30 ديسمبر 2008 بتطبيق المادة 288 المكررة من مدونة الانتخابات المتعلقة بالدعم المخصص لتقوية قدرات النساء التمثيلية بمناسبة الانتخابات العامة الجماعية والتشريعية والمقدم في إطار « صندوق الدعم لتشجيع تمثيلية النساء »؛

• مقرر للوزير الأول مؤرخ في 4 مارس 2009 يتعلق بتأليف وسير اللجنة المكلفة باقتراح البرامج الهادفة إلى تقوية قدرات النساء التمثيلية والأنشطة المتعلقة بها والممولة كليا أو جزئيا في إطار صندوق الدعم؛

• قرار مشترك لوزير الداخلية ووزير الاقتصاد والمالية مؤرخ في 4 مارس 2009 بشأن شروط وكيفيات وطريقة صرف الدعم المخصص لتقوية قدرات النساء التمثيلية.

هام جدا : تخصيص الدوائر الإضافية بمقتضى الميثاق الأخلاقي للرفع من التمثيلية السياسية للنساء لا يعني بتاتا عدم ترشيحهن في الدوائر العادية

5 – إحداث صندوق الدعم لتشجيع التمثيلية النسائية

- تم إدخال تعديل على مدونة الانتخابات ينص على إحداث صندوق أطلق عليه اسم «صندوق الدعم لتشجيع تمثيلية النساء»
- يوجه لتقوية قدرات النساء التمثيلية بمناسبة الانتخابات العامة الجماعية والتشريعية.
- يعتبر صندوق الدعم آلية دائمة تهتم بتقوية التمثيلية النسوية وتشتغل بكيفية مستمرة طوال مدة الانتداب الانتخابي،
- يمول صندوق الدعم باعتمادات تخصص له في إطار القانون المالي للسنة المالية.
- وقد رصد له برسم السنة الجارية التي تصادف سنة انطلاق العمل به اعتماد إجمالي يبلغ 10 ملايين درهم.
- يفتح صندوق الدعم في وجه المشاريع المقدمة من طرف الأحزاب السياسية، و جمعيات المجتمع المدني المحلية أو الجهوية أو الوطنية، الناشطة في مجال تقوية القدرات التمثيلية للنساء أو الحكامة المحلية أو التنمية البشرية، مع فتح الإمكانية لتنظيم الأنشطة والبرامج المعتمدة إما على الصعيد الجهوي أو على الصعيد الوطني.
- يتحدد سقف التكلفة المالية للمشاريع القابلة للتمويل في إطار صندوق الدعم المخصص لتشجيع تمثيلية النساء، في 200.000 درهم لكل مشروع.
- نسبة مساهمة الدولة في تمويل كل مشروع معتمد تتحدد في %70 على الأكثر من قيمة التكلفة المالية للمشروع، لإعطاء بعد تشاركي لهذه المشاريع، مع إقرار استثناء يمكن من رفع نسبة مساهمة الدولة إلى نسبة أعلى إذا تعلق الأمر ببرنامج يحظى بالأولوية لدى اللجنة.

جماعة يفوق عدد سكانها 200 000 نسمة ومقسمة إلى مقاطعات

الجماعة الحضرية للدار البيضاء،

هذه الجماعة تتكون من 16 مقاطعة و كل مقاطعة لها مجلسها الخاص ومن بين أعضائه عدد من المستشارين والمستشارات يمثلونها في مجلس الجماعة الحضرية.

عدد أعضاء المجلس الجماعي المحدد على أساس العدد القانوني للسكان هو 131 عضوا وتوزع هذه المقاعد بين المقاطعات أختا بعين الإعتبار عدد السكان بكل مقاطعة.

يضاف إلى 131 مقعدا برسم اللوائح العادية، مقعدان برسم كل مقاطعة، منها مقعد إضافي ومقعد يخصم من عدد المقاعد المخصصة للمقاطعة. ليصبح مجموع أعضاء المجلس الجماعي للدار البيضاء هو 147.

يتكون مجلس المقاطعة من فئتين من الأعضاء، أعضاء المجلس الجماعي المنتخبون بالمقاطعة ومستشاري المقاطعة.

يمثل عدد مستشاري المقاطعة ضعف أعضاء المجلس الجماعي المنتخبين بالمقاطعة على ألا يقل عن 10 ولا يتعدى 20.

مثلا، مقاطعة سيدي بليوط : عدد أعضاء المجلس الجماعي 12 عضوا

عدد أعضاء مجلس المقاطعة 20 عضوا

في هذه الجماعة المقسمة الى مقاطعات، تتكون اللائحة الإضافية من 4 مرشحات يتقدم بها كل حزب مشارك.

يتم انتخاب مرشحتين للانضمام إلى مجلس الجماعة و مرشحتين لمجلس المقاطعة.

هكذا، ومن خلال اللوائح الإضافية فقط 32 مستشارة ستمتعن بكامل العضوية بمجلس مدينة الدار البيضاء من بين 147 عضوا.

جماعة يفوق عدد سكانها 200.000 نسمة وغير مقسمة إلى مقاطعات .
جماعة حضرية، عدد سكانها 350.000 نسمة.
عدد أعضاء المجلس المحدد على أساس العدد القانوني للسكان هو 51 عضوا يتم اختيارهم من بين المرشحين والمرشحات بالنسبة للمقاعد المخصصة للدوائر العادية .
يضاف إليه ستة مقاعد مخصصة للدائرة الإضافية .
أربعة [4] مقاعد إضافية و مقعدان [2] يخصمان من المقاعد (51) المحددة على أساس العدد القانوني للسكان ليصبح مجموع أعضاء المجلس الجماعي 55 عضوا.

3 - الجماعات حسب نمط الاقتراع اللاتحي بالنسبية والمقسمة إلى مقاطعات

إن هذا المقتضى يهم ست (6) مجالس جماعية التالية :

المجلس الجماعي	الدار البيضاء	الرباط	فاس	سلا	مراكش	طنجة
عدد المقاطعات	16	6	6	5	5	4

بالنسبة لمجالس الجماعات المقسمة إلى مقاطعات : مقعدان برسم كل مقاطعة ، منهما مقعد إضافي ومقعد يخصم من عدد المقاعد المخصصة للمقاطعة بموجب الفقرة الثانية 199 من هذا القانون
بالنسبة لمجالس المقاطعات : مقعدان برسم مستشاري المقاطعة ، منهما مقعد إضافي ومقعد يخصم من عدد المقاعد المخصصة للمقاطعة

2 - الجماعات حسب نمط الاقتراع اللائحي بالنسبية

1- الجماعات التي لا يتجاوز عدد سكانها 200 000 نسمة

بالنسبة لمجالس الجماعات التي ينتخب أعضاؤها عن طريق الاقتراع باللائحة والتي لا يتجاوز عدد سكانها 200.000 نسمة : 4 مقاعد

مثال

جماعة يفوق عدد سكانها 35.000 نسمة ويقل على 200.000 نسمة.
مثلا : جماعة حضرية، عدد سكانها 180000 نسمة.
عدد أعضاء المجلس طبقا للعدد القانوني لسكان الجماعة :
39 عضوا يتم اختيارهم من بين المرشحين والمرشحات بالنسبة للمقاعد المخصصة للدوائر العادية
يضاف إليهم 4 مقاعد مخصصة للدائرة الإضافية أي للنساء
يصبح مجموع الأعضاء 43 عضوا.

2- الجماعات التي يفوق عدد سكانها 200 000 نسمة غير المقسمة إلى مقاطعات

بالنسبة لمجالس الجماعات التي ينتخب أعضاؤها عن طريق الاقتراع باللائحة والتي يفوق عدد سكانها 200.000 نسمة وغير المقسمة إلى مقاطعات : 6 مقاعد ، منها 4 مقاعد إضافية ومقعدان يخصصان من عدد المقاعد المخصصة لمجالس الجماعات المذكورة بموجب المادة 198 من هذا القانون

المادة 1-204 : زيادة على الدوائر الانتخابية المنصوص عليها في المادتين 198 و199 من هذا القانون، تحدث على صعيد مجموع النفوذ الترابي لكل جماعة او مقاطعة حسب الحالة دائرة انتخابية إضافية. ويحدد عدد المقاعد المخصصة لها طبقاً لأحكام المادة 2-204 بعده يجري الانتخاب برسم الدائرة الانتخابية الإضافية في كل جماعة أو مقاطعة حسب الحالة عن طريق الاقتراع باللائحة في دورة واحدة وبالتمثيل النسبي على أساس أكبر بقية ودون استعمال طريقة مزج الأصوات والتصويت التفاضلي، وفقاً للأحكام المقررة في الجزء الرابع من القسم الثالث من هذا القانون مع مراعاة أحكام هذا الباب.

قواعد احتساب المقاعد الإضافية حسب المادة 204 - 2 من مدونة الإنتخابات

1 - الجماعات حسب نمط الاقتراع الفردي

بالنسبة لمجالس الجماعات التي ينتخب أعضاؤها بالاقتراع الفردي : مقعدان

مثال

جماعة لا يتجاوز عدد سكانها 35.000 نسمة

جماعة قروية أو حضرية، عدد سكانها 22.500 نسمة.

حسب مدونة الانتخابات، سيتكون المجلس من 23 عضواً يتم اختيارهم من بين المرشحين والمرشحات بالنسبة للمقاعد المخصصة للدوائر العادية عن طريق الاقتراع الفردي

يضاف إلى هذه المقاعد مقعدين برسم الدوائر الإضافية، ليصبح مجموع الأعضاء 25 عضواً.

المادة 36 المعدلة :

يحدد المخطط الجماعي للتنمية الأعمال المقرر إنجازها بتراب الجماعة لمدة ست سنوات في أفق تنمية مستدامة، وفق منهج تشاركي يأخذ بعين الاعتبار على الخصوص مقاربة النوع

على مستوى مدونة الانتخابات

تم تعديل وإضافة عدة مقتضيات ترتبط بمختلف مراحل العملية الانتخابية، نذكر منها ما يلي:

3 - تخفيض سن الترشيح من 23 سنة إلى 21 سنة

إن الشبان والشابات الذين سيحتفلون بعيد ميلادهم الواحد والعشرين قبل يونيو 2009 لهم الحق في الترشيح ويمكن انتخابهم كمستشارين ومستشارات في الجماعات المحلية المقبلة.

المادة 41: يشترط في من يترشح للانتخابات أن يكون ناخبا وبالغا من العمر 21 سنة شمسية كاملة على الأقل في التاريخ المحدد للاقتراع

4 - إحداث دوائر انتخابية إضافية سيتم تخصيصها بمقتضى ميثاق أخلاقي من أجل الرفع من التمثيلية السياسية للنساء : 3260 امرأة على الأقل سيتم انتخابهن بالمجالس الجماعية 2009

لقد تم إدراج باب خاص في مدونة الانتخابات ينص على إحداث دوائر انتخابية إضافية على مستوى كل جماعة حضرية أو قروية أو مقاطعة مستلهمة من مبدأ الدائرة الوطنية المحدثة بالنسبة لمجلس النواب بهدف الرفع من التمثيلية السياسية للنساء وبمقتضى ميثاق شرف بين الأحزاب السياسية ستخصص هذه الدوائر للنساء

- تحليل وإعداد توصيات واقتراحات لضمان الإنصاف في تقديم الخدمات الجماعية
- تقديم الخبرة في بعض الميادين كمناهضة العنف المبني على النوع الاجتماعي
- التزود بمعطيات حول حاجيات وانتظارات وآراء النساء والفئات ذات الاحتياجات الخاصة وتبليغها للمجلس الجماعي
- تقديم اقتراحات للاستجابة لحاجيات النساء والفئات ذات الاحتياجات الخاصة
- نشر المعلومات التي تهم الخدمات الموجهة للنساء
- الحرص وتتبع تطبيق توجيهات وسياسات تدمج مقارنة النوع الاجتماعي
- النهوض بثقافة المساواة

2 – إقرار مبدأ التخطيط الاستراتيجي التشاركي، المبني على المقارنة التشاركية المستجيبة لمقاربة النوع الاجتماعي

إن هذا يعني أن المنتخبين والمنتخبات عليهم مسؤولية :

- الأخذ بعين الاعتبار الأدوار الاجتماعية للنساء والرجال أثناء تحديد الأولويات وفي مختلف مراحل إعداد المخطط الجماعي:
- التشخيص التشاركي حسب مقارنة النوع – التخطيط وإعداد الميزانية – التنفيذ والتقييم
- الأخذ بعين الاعتبار الحاجيات الآنية والاستراتيجية للنساء والرجال، للأولاد والبنات

لماذا لجنة استشارية للمجلس الجماعي تعنى بقضايا المساواة وتكافؤ الفرص؟

هناك أسباب متعددة نذكر منها:

- المساهمة في بلورة رؤيا شاملة تمكن من الأخذ بعين الاعتبار انشغالات النساء والتي من شأنها المساهمة في تحسين ظروف حياة الساكنة بصفة عامة
- المساهمة في البحث وتحديد الأولويات والحلول لتحسين العرض والوصول للخدمات الجماعية الأساسية
- تمكين النساء وأعضاء اللجنة من الاستئناس بالممارسة الجماعية خارج المقاعد المنتخبة
- التأكد من الأخذ بعين الاعتبار حاجيات وانشغالات النساء وأسرهن في السياسات والقرارات المحلية
- إبراز انشغال الجماعة بقضايا المساواة والإنصاف وتكافؤ الفرص
- خلق وتطوير علاقات التشاور و الشراكة بين المجالس المنتخبة والجمعيات وخاصة النسائية منها
- إعطاء المقاربة التشاركية المبنية على النوع الاجتماعي مضمونا وبعدا مؤسسيا

إن اللجنة الاستشارية يمكن أن تسند لها المهام التالية :

- إخبار المجلس الجماعي ببعض آثار القرارات والسياسات
- تحليل وإعداد توصيات بشأن إدماج مقاربة النوع الاجتماعي في السياسات وتحديد الأولويات

على مستوى الميثاق الجماعي :

لقد تم تعديل الميثاق الجماعي في أفق الإنتخابات المقبلة ليونيو 2009 و من ضمن هذه التعديلات :

1- إحداث لجنة استشارية للمساواة وتكافؤ الفرص لدى كل مجلس جماعي.

إن هذا المقتضى جاء استجابة للحاجة إلى آلية مؤسساتية مكلفة بإبداء الرأي في قضايا المساواة وإدماج مقاربة النوع الاجتماعي في سياسات التنمية المحلية، والتي شكلت موضوع التوصيات الصادرة عن الحملة الوطنية الأولى حول المشاركة السياسية للنساء التي نظمتها الوزارة .

كما يجيب هذا المقتضى على مطلب ملح عبرت عنه منظمات المجتمع المدني وأساسا الجمعيات النسائية،

المادة 14: إحداث لجنة استشارية للمساواة وتكافؤ الفرص

تتألف اللجنة الاستشارية من شخصيات تنتمي للمجتمع المدني يقترحها رئيس المجلس الجماعي تتكون اللجنة من شخصيات تنتمي إلى جمعيات محلية وفعاليات من المجتمع المدني يقترحها رئيس المجلس

ما هي المستجدات التي جاء بها الميثاق الجماعي
ومدونة الإنتخابات ونصوص أخرى ؟
6 مقتضيات ينبغي تثمينها

وتجدر الإشارة إلى أن التجارب الإنسانية خلال القرن العشرين، أثبتت باللموس أن المشاركة الكاملة والفاعلة للنساء في الحياة السياسية تساهم في:

تدعيم إستراتيجية التنمية الحضارية

تدعيم الديمقراطية التشاركية والتعددية ؛

ترسيخ ثقافة حقوق الإنسان وقيم السلم والعدالة الاجتماعية.

- إن المشاركة الاقتصادية والسياسية للنساء تساهم في توسيع الطبقة الوسطى التي تدعم بدورها النمو الاقتصادي والاجتماعي والسياسي الكامل .
 - خلق الظروف الأكثر ملاءمة لتنمية البلاد وتحقيق تقدم وازدهار كل فرد داخلها عبر الاستفادة من الحس الاجتماعي ، ومن التجارب الخاصة للنساء في تكاملها مع مجهودات الرجال.
 - تحسين الحكامة بالمغرب باعتبارها ترتبط ارتباطاً وثيقاً بتمثيلية ومشاركة جميع الفئات الاجتماعية و من شأن ضعف التمثيلية السياسية أن تؤثر سلباً وتضعف أداء الحكامة الجيدة.
 - العمل على تغيير ، الأحكام المسبقة تجاه النساء ومشاركتهن في الحياة السياسية ومراكز القرار؛ هذه الأحكام المسبقة التي تحد من مجهودات التنمية الاقتصادية والاجتماعية والثقافية للمغرب.
 - الإسهام في تحقيق واحترام حقوق الإنسان علماً أن دستور المغرب نص في ديباجته ومنذ 1992 على احترامه لحقوق الإنسان كما هو متعارف عليه دولياً.
- في نفس السياق إن تحقيق المساواة في المشاركة السياسية بين الرجال والنساء يعني :
- احترام المغرب لالتزاماته حيث صادق على أغلب الاتفاقيات ذات الصلة بحقوق الإنسان بما في ذلك اتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة (منذ 1993) ؛
 - المساهمة في تراجع وانحسار التيارات الثقافية المنغلقة والتي تعيق التنمية البشرية ؛
 - وأخيراً تحسين ترتيب المغرب على مستوى الترتيب العالمي بخصوص التنمية البشرية والديمقراطية.

لماذا اللجوء إلى الإجراءات الإرادية ؟

لقد تمت البرهنة على أن :

- مختلف العناصر التي تؤسس لوضع النساء (التهميش السياسي، التبعية الاجتماعية، التمييز والاستغلال الاقتصادي، عدم الاعتبار الرمزي ...) مرتبطة ومتداخلة.
- هذا يعني أن تغييرا هاما لأحد العناصر، سيحدث تحولا مهما وكل العناصر الأخرى ستتفاعل سواء من أجل التأقلم وخلق وضعية جديدة، إذا كان العنصر المتغير ذا أهمية كبرى، أو من خلال محاولة المقاومة و المحافظة على الوضعية الأصلية.
- وفي المغرب، يبدو واقعياً المراهنة على العمل السياسي باعتباره عاملا فاعلا واستراتيجيا في اتجاه تحسين وضع النساء نحو المساواة.
- إن اتخاذ تدابير سياسية وقانونية من أجل تعزيز المشاركة السياسية للنساء وإدماجهن في مسلسل اتخاذ القرار والمشاركة من شأنه أن يساهم بحظ وافر في تحقيق التغيير وذلك باستهداف عقول المواطنين والمواطنات وخلق منظومة الأحكام المسبقة.

المشاركة السياسية للنساء : قيمة مضافة للبلاد

- إن قيم حقوق الإنسان والجهود التنموية السوسيو-اقتصادية بالمغرب تشجع على إعطاء الأولوية لتعزيز المشاركة السياسية للنساء ضمن الأجندة السياسية ، مما سيترتب عنها نتائج إيجابية مختلفة، ويتعلق الأمر أساسا بما يلي :
- تعبئة الطاقات والكفاءات النسائية التي تمثل 50% من الموارد البشرية المتوفرة. مما سيمكن من مضاعفة الكفاءات التنموية للبلاد ولفائدة الجميع إناثاً وذكوراً.

إن تطبيق هذه المبادئ والممارسات يجعل الجماعات أكثر إنصافاً للرهانات الواسعة للاختلافات .

ملحوظة : إن عدم الأخذ بعين الاعتبار الحاجيات الخاصة خلال مرحلة التخطيط وإعداد السياسات المحلية لا يقتصر على النساء فقط، ولكنه يهم أيضاً فئات من المجتمع (صغار، أشخاص ذوي الاحتياجات الخاصة) وبالتالي فإن التوظيف الكامل لكل الطاقات البشرية والإبداعية، يفرض على الجماعات الأخذ بكل المكونات الاجتماعية

ما الذي يحد من انخراط النساء في العمل السياسي ؟

إن التمييز وإقصاء النساء ولاسيما الممارس داخل المؤسسات السياسية سواء على المستوى المحلي أو المركزي يجد تفسيره في عدة أسباب عميقة ومختلفة نذكر منها ما يلي:

- نظام القيم الباطريركي الذي يحد كبير دور المرأة في الحياة الخاصة، ولا يشجع مشاركتها في الحياة العامة، ويجعلها ذات قيمة بالنسبة للأب والزوج، وفي خدمة الآخرين. كما أن طبيعة هذا النظام تجعل من الولادة والتضحية اتجاه الأطفال على رأس القيم النسائية التقليدية.
- التوظيفات غير الملائمة وممارسات الحياة السياسية الحزبية بالنسبة للجدول الزمني اليومي للمرأة.
- هيمنة الذكورية في ثقافة الأحزاب السياسية التي تمنع المرأة من أن تكون فاعلة ومشاركة في الحياة العامة، وبالتالي يظل تواجدها أكبر من غيره في الحياة الجموعية.
- شرط «الكمال» للنساء اللواتي ينشطن في الميادين التي تعتبر حكرًا على الرجال والتي تؤدي بالنساء إلى التردد عندما تكن محاطات بأغلبية الذكور، على أن تتخذن زمام المبادرة أو الكلمة.
- بعض التأويلات المحافظة والخاطئة للنص الديني التي تنكر القيادة السياسية للنساء وتعتبرها خطراً على المجتمع.

تجاه الشباب والشابات (دور الشباب، المرافق الرياضية والثقافية)

لكن أيضا تجاه الأشخاص المسنين والأشخاص المعاقين الذين تقع مسؤولية رعايتهم على عاتق النساء

لماذا تحتاج الجماعات المحلية النساء ؟

لأن النساء تتوفرن على تجارب وآراء ورؤى مختلفة، معلومات وعلاقات متعددة.

لأن تحديات التنمية البشرية المستدامة تفرض تعبئة جهود كل الطاقات

لأن ولوج النساء يمكن من تقريب التدبير الجماعي من حاجيات الساكنة والمساهمة في مصالحة المواطنين والمواطنات مع العمل السياسي وتحسين الحكامة المحلية.

لأن الحكامة المحلية يجب أن تأخذ بعين الاعتبار الحاجيات الخاصة بكل جنس لضمان الإنصاف والفعالية والاستدامة.

لماذا تحتاج النساء للجماعات المحلية ؟

لأن للنساء حاجيات خاصة في مجال الصحة والتعليم، حاجيات خاصة لاستعمال الماء والطاقة،

لأن للنساء حاجيات خاصة في مجال التنقل والأمن

لأن النساء في حاجة لأن تؤدي الخدمات العمومية واجبها تجاههن :

للاستجابة لحاجياتهن وحاجيات أطفالهن (تشكل النساء والأطفال 67% من الساكنة)

تجاه الأطفال (روض الأطفال، حضانات،...)

بفضل التوجيهات الملكية
بفضل تضافر جهود الحكومة والبرلمان
بفضل التزام وانخراط الأحزاب السياسية
بفضل دينامية منظمات المجتمع المدني
تم اتخاذ اجراءات لضمان 12 % على الأقل من المقاعد للنساء، .

2 - على مستوى المغرب الوضعية في تحسن : من 0.54 % إلى 12 % على الأقل في يونيو 2009

توجد حاليا 127 امرأة مستشارة فقط بالجماعات الحضرية والقروية أي بنسبة 0,56% من مجموع المستشارين.

وبعد ثلاثة أشهر من اليوم، أي خلال يونيو 2009، سيتوجه الناخبون والناخبات إلى صناديق الاقتراع لتجديد مجالس الجماعات، إنها مناسبة لانخراط كافة النساء اللواتي ترغبن في ممارسة تدبير الشأن المحلي وتجاوز نسبة 12 % من المقاعد للإقتراب من ثلث المقاعد.

تطور تمثيلية النساء داخل المجالس المحلية منذ سنة 1960

السنة	المرشحون	المرشحات	المنتخبات/المنتخبون	النسبة المئوية %
1960	17174	14	0	0
1976	42638	76	9	0.0
1983	54165	306	34/15423	0.27
1992	93000	1086	75/24230	0.33
1997	102179	1651	83/24230	0.34
2003	122658	6024	127/23689	0.54
2009	الآف	الآف	12% على الأقل	12%

1 - نسبة النساء المنتخبات و رئيسات على مستوى الجماعات مختلف مناطق العالم :

المنطقة	نسبة النساء المنتخبات على مستوى الجماعات %	نسبة النساء رئيسات الجماعات %
المعدل العالمي	20	9
إفريقيا	30.1	12.2
أوروبا	28.8	17.5
أمريكا اللاتينية	26.1	5.5
آسيا	17.5	5.6
أمريكا الوسطى	5.5	26.1
الشرق الأوسط و بعض الدول المتوسطية	2.1	0.8
المغرب	0.56	0.2

اليوم تنخرط النساء أكثر فأكثر في الشؤون الجماعية في مختلف بقاع العالم

في كل أنحاء المعمور تنخرط النساء أكثر فأكثر اليوم في الهيئات المنتخبة وأساسا الجماعات المحلية

حيث يبلغ معدل النساء المستشارات على المستوى العالمي 20% من مجموع المستشارين

وتبلغ نسبة رئيسات الجماعات 9% من مجموع رؤساء الجماعات عبر العالم

35,5% عاملات بالصناعة والصناعة التقليدية

40% من اليد العاملة بالعالم القروي

45% من مأجوري الخدمات

20% ربات عائلات مسؤولات ماديا بشكل مباشر

داخل الإدارة تمثل النساء :

57% كاتبات

69% أعوان للتنفيذ

4,6% رؤساء مصالح، و 2,5% فقط رئيسات أقسام

11% أستاذات باحثات بالتعليم العالي

في المجال السياسي تمثل النساء :

20% من أعضاء الحكومة بمعنى 7 نساء وزيرات

10,4% برلمانيات على مستوى مجلس النواب فقط 1% من

أعضاء مجلس المستشارين

0,56% مستشارات على المستوى المحلي

2 رئيسات جماعات

بعض المعطيات

تضطلع النساء دائما بأدوار متعددة هامة داخل المجتمع وكذا بالنسبة للاقتصاد المغربي.

إلا أن هذه الأدوار لا يتم دائما الاعتراف بها ولا بقيمتها، وبالتالي لا يتم إنصاف أصحابها

إن التقدم الحاصل في ولوج النساء لبعض المجالات لا ينعكس على المجال السياسي ومراكز القرار بصفة عامة الذي يظل حكرا على الذكور بامتياز.

وهكذا تمثل النساء :

لكن هذا الكتيب لا يتطرق للمقتضيات العامة المرتبطة بكل العمليات الانتخابية لكون هذه المواضيع تتم معالجتها بطريقة مفصلة من طرف فاعلين آخرين.

إن عملنا جميعا من أجل تمكين النساء من المشاركة في السياسات المحلية يعتبر استجابة لحاجة اجتماعية ملحة وضرورة سياسية.

فالنساء تتوفرن على رؤى خاصة بهن، يحملن قيما، وتتوفرن على تجارب مختلفة عن تجارب الرجال في بحكم الأدوار الاجتماعية لكليهما. فانطلاقا من هذه التجارب، يمكن للنساء أن يساهمن في إغناء العمل الجماعي.

فلنكن جميعا في الموعد.

من الآن فصاعدا تطرح مسؤوليات على كافة الأطراف :

- على النساء لكي تتعبأن وتستعدن للترشيح،
 - على الأحزاب السياسية لكي تشجع النساء وتنفذ التزاماتها ذات الصلة بالموضوع،
 - على المواطنات والمواطنين للمشاركة والتصويت.
 - على السلطات العمومية بالحرص على احترام إلتزامات كافة الأطراف
- إن هذا الكتيب الذي نقترحه، تم إعداده من أجل المساهمة في الجهود المبذولة للإخبار/التحسيس بالمقتضيات الجديدة المتعلقة بانتخاب النساء في الجماعات المحلية.

إن هذه الكتيب يتطرق لما يلي :

- الرهانات المرتبطة بولوج النساء للجماعات المحلية،
- حتمية العمل بالإجراءات الإرادية،
- التعديلات الجديدة لمدونة الانتخابات والميثاق الجماعي ذات الصلة بالمشاركة السياسية للنساء.

تقديم

يسعد وزارة التنمية الاجتماعية والأسرة والتضامن أن تضع بين أيديكم/ أيديكن هذا الكتيب الذي يقدم مجموعة من التدابير الجديدة المتعلقة بتشجيع ولوج النساء للجماعات المحلية المقبلة.

إن ولوج النساء للجماعات المحلية يعتبر قضية ديمقراطية أولا، ويشكل كذلك ضرورة حتمية لتنمية بشرية متوازنة ومستدامة لمجتمعنا.

من خلال الاستحقاقات الإنتخابية التي ستعرفها بلادنا في يونيو 2009 ستفتح أمام النساء فرص واسعة لتوظيف قدراتهن وتجاربهن في المجال السياسي.

إننا نتطلع، عبر نشر هذا الكتيب الى الإخبار والتحسيس بمستجدات مدونة الانتخابات والميثاق الجماعي لفائدة الأحزاب السياسية والجمعيات وكذا النساء المقبلات على الترشيح وكل المهتمين والمهتمات.

نغتنم هذه المناسبة لنوجه دعوتنا للأحزاب السياسية لتوسيع الفرصة أمام النساء وفتح أبوابها لترشيحاتهن في اختيار مرشحهم ومرشحاتهم اعتمادا على مبدأ الكفاءة والنزاهة.

أما بالنسبة للجمعيات النسائية فإننا نعلم على التزامهن لتشجيع ودعم الترشيحات النسائية علما بأن للانتخابات المحلية رهانات محلية، جهوية ووطنية.

وأخيرا، نتوجه بتهانينا وشكرنا إلى كل شركائنا الذين قدموا كل الدعم لإنجاح هذا العمل .

الرباط في 7 مارس 2009

وزيرة التنمية الاجتماعية والأسرة والتضامن

نزهة الصقلي

حيث تم إدخال عدد من المقتضيات في التشريعات المنظمة للانتخابات.

إن الإصلاحات التي همت الميثاق الجماعي تنص على إعداد مخطط للتنمية الإستراتيجية للجماعات يركز على مقاربة النوع الاجتماعي وكذا إحداث لجنة للمساواة وتكافؤ الفرص.

ومن جهتها عملت مدونة الانتخابات على إحداث دوائر انتخابية إضافية تخصص للنساء بمقتضى ميثاق شرف مع الأحزاب السياسية تضمن 12 % من المقاعد للنساء كحد أدنى، وكذا خلق صندوق لدعم تقوية القدرات التمثيلية للنساء ، وتقديم تحفيزات مالية للأحزاب السياسية في إطار الدعم الانتخابي وبالتالي ضمان 3000 مقعد مخصص للنساء على الأقل.

إننا اليوم بصدد طي صفحة التمييز وإقصاء النساء من تسيير الشأن المحلي وذلك انسجاما مع ما حققناه من مكاسب في بلدنا في مجال إقرار المساواة بين الجنسين، وفتح صفحة لإشراك النساء في التسيير المحلي، وإعطاءهن الفرصة للمساهمة كفاعلات في التنمية التي تعد النساء بحق رافعة لها من خلال توضيف خبراتهن وحسهن الاجتماعي وكفاءتهن في خدمة الشأن المحلي.

وسينعكس هذا إيجابا على تقريب تدبير الشأن المحلي من حاجيات الساكنة والمساهمة في مصلحة المواطنين والمواطنات مع الشأن السياسي وتحسين الحكامة المحلية وتوطيد الديمقراطية التشاركية.

إن مجموع هاته الإصلاحات تشكل دعائم للمشروع المجتمعي الحدائي والديمقراطي وخطوة أخرى في مسيرة المغرب نحو المساواة والإنصاف وكذا وسيلة للنهوض بحقوق النساء، وكل الفئات ذات الاحتياجات الخاصة وكل الفقراء والمهمشين.

لكل هاته الأسباب تطلق وزارة التنمية الاجتماعية والأسرة والتضامن حملتها الوطنية الثانية بتعاون مع وزارة الداخلية وبشراكة مع الجمعيات النسائية والأحزاب السياسية.



يمثل 8 مارس العيد الأممي للنساء مناسبة سنوية لتقييم المجهودات المبذولة في مجال النهوض بالحقوق النسائية وكذا تحديات المستقبل .

وقد اختارت وزارة التنمية الاجتماعية والأسرة والتضامن للسنة الثانية على التوالي، موضوع المشاركة السياسية للنساء لتخليد هذه المناسبة.

يتعلق الأمر اذا بالحملة الوطنية الثانية للتحسيس بضرورة دعم المشاركة السياسية للنساء في الانتخابات الجماعية لسنة 2009. علما أن الحملة الأولى التي تم تنظيمها من طرف الوزارة قد شملت مرحلتين:

• الأولى في 8 مارس 2008

حول موضوع « المشاركة السياسية للنساء: رافعة للتنمية الاجتماعية »

• والثانية في 16 يوليوز 2008

حول موضوع « المشاركة السياسية للنساء في العالم القروي، رافعة للتنمية المحلية».

إن الحملة الثانية هاته تنظم بتعاون مع وزارة الداخلية تحت شعار: «النساء في الجماعات، رافعة للحكامة المحلية».

بفضل التوجيهات السامية لصاحب الجلالة الملك محمد السادس نصره الله، خلال افتتاح الدورة الخريفية للبرلمان، في العاشر من أكتوبر 2008، والتي تزامنت مع الاحتفال للمرة الأولى باليوم الوطني للمرأة المغربية، وبفضل تضافر مجهودات كل من الحكومة والبرلمان، وانخراط والتزام الأحزاب السياسية تم تحقيق مجموعة من المكتسبات في مجال الرفع من التمثيلية السياسية للنساء.

«وفي نفس السياق، ندعو الحكومة والبرلمان إلى التعاون
المثمر من أجل إيجاد الآليات الناجعة لتشجيع حضور ملانم
وأوسع للمرأة في المجالس الجماعية، ترشيحا وانتخابا.
غايتنا المثلى، ضمان التمثيلية المنصفة للنساء، في
الجماعات المحلية، وبالأساس، تمكين مجالسها من الإفادة
من عطاء المرأة المغربية المؤهلة، بما هو معهود فيها من
نزاهة وواقعية وغيرة اجتماعية».

**مقتطف من خطاب صاحب الجلالة الملك محمد السادس نصره الله
يوم 10 أكتوبر 2008 أمام البرلمان**



ROYAUME DU MAROC
MINISTRE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL
DE LA FAMILLE ET DE LA SOLIDARITE



المملكة المغربية
وزارة التنمية الاجتماعية
والأسرة والتضامن

نشر : وزارة التنمية الإجتماعية والأسرة والتضامن



gtz

بدعم من وكالة التعاون التقني الألماني - GTZ

مشروع النوع الإجتماعي : إدماج مقارنة النوع الإجتماعي في

سياسات التنمية الاقتصادية والاجتماعية

الحملة الوطنية التحسيسية لتعزيز المشاركة السياسية للنساء 2009/2008



دليل

مارس 2009

النساء في الجماعات : رافعة للحكامة المحلية

ⵜⴰⴳⴷⴰⵢⵜ ⵜⴰⵎⴰⵏⴰ ⵜⴰⵖⴻⵔⴰⵏⵜ ⵜⴰⵎⴰⵏⴰ ⵜⴰⵖⴻⵔⴰⵏⵜ ⵜⴰⵎⴰⵏⴰ ⵜⴰⵖⴻⵔⴰⵏⵜ

الحملة الوطنية التحسيسية الثانية

5

الجزء